

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: [1]: Aviation

Artikel: L'ours se débat dans sa cage ou la Russie éternelle
Autor: Brunner, Dominique
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346935>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Malgré une période de vache maigre, l'industrie aéronautique russe rebondit en développant une gamme d'appareils performants, modernes, comme le Su-27 et le Mig-35 (photo).

L'ours se débat dans sa cage ou la Russie éternelle

Col EMG Dominique Brunner

Depuis le début de 2007, les gouvernants de Russie démontrent que les réflexes de grande puissance hégémonique demeurent très présents. Après tout, c'est le président sortant et, *mutatis mutandum*, premier ministre, qui a qualifié la disparition de l'Union soviétique de « plus grande catastrophe géopolitique du XXe siècle ». Alors que pour les contemporains avertis cette dictature totalitaire ne mérite aucun ménagement. Elle a été érigée sur des millions de morts, victimes de la famine, des déportations de populations entières et des camps de concentrations ou de travaux forcés, sans parler de la culpabilité de Staline dans l'impréparation de l'armée rouge face à l'invasion allemande de juin 1941. L'explosion des prix du pétrole et du gaz, dont la Russie détient d'énormes réserves, n'a pas manqué de renforcer le phénomène. Et à ne pas négliger : la Russie, même privée de vastes territoires autrefois conquis, reste l'Etat le plus étendu sur terre. La comparaison avec l'ours dans sa cage est reprise du quotidien allemand *Die Welt*.

De 1991...

Toute contradiction signifie un accroissement du conscient, selon la formule de l'éminent juriste qu'était le professeur Max Imboden. Aussi peut-on imaginer qu'il serait utile de se remémorer la situation de la Russie en 1990/91 pour l'opposer à celle de l'état d'esprit de l'élite politique d'aujourd'hui. On a peut-être oublié qu'à l'époque de l'effondrement du colosse soviétique un conseiller fédéral suisse avait cautionné une expédition de bénévoles qui apportèrent en Russie des vivres, des médicaments, des habits par camions, dans un pays certes en crise mais où il n'y avait nulle trace de guerre civile ou de catastrophe naturelle – hormis les dégâts entraînés par l'exploitation brutale des ressources naturelles durant des décennies. C'était aussi l'époque où les dirigeants de l'URSS, se pliant à l'évidence, signaient des accords de désarmement que l'Occident avait longtemps recherchés en vain. Il s'agissait du traité interdisant les fusées à

ogives nucléaires de portée moyenne (INF 1987), des traités réduisant les effectifs d'engins et de bombardiers à grand rayon d'action et leurs charges nucléaires (START I 1991 et START II 1993) conclu entre les Etats-Unis et l'URSS ou la Russie, enfin du traité limitant les armements classiques principaux entre l'Atlantique et l'Oural, signé à Paris par l'OTAN et le Pacte de Varsovie dans le cadre de l'OSCE (1990). Les clauses de ces traités ont toutes été remplies. Il est à noter que c'est la seule raison qui justifie ce que l'on entend répéter depuis des années, que la « guerre froide » est terminée. L'ancienne « guerre froide » semble appartenir au passé, mais cela ne signifie pas que la rivalité entre les Grands et les tensions en découlant aient disparu.

D'ailleurs la notion de « guerre froide » était et demeure imprécise. Pire, elle suggère l'absence d'hostilités. En Europe, dans les océans, plus particulièrement au sens du caractère inviolable des territoires nationaux des Grands, l'épreuve de force n'était effectivement que « froide », résultat de la dissuasion nucléaire. Cette dissuasion « fonctionne » parce que les effets de l'utilisation des armes nucléaires sont prévisibles, des destructions calculables et inévitables, qui peuvent être exorbitantes, voire inimaginables, l'anéantissement de millions d'individus et de villes entières. Les Américains estimaient en 1968 que leur capacité d'infliger à l'URSS des pertes d'un quart de sa population et de la moitié de son industrie en riposte à une attaque soviétique garantirait une dissuasion suffisante, et ils en seraient, quelles que soient les circonstances, capables.

La dissuasion « classique », qui s'obtient avec les armes conventionnelles, est en revanche beaucoup plus aléatoire, incertaine, dépendant « des espérances de succès » (général Beaufre) des adversaires, donc de facteurs essentiellement subjectifs. Même les calculs les plus savants ne peuvent prévoir l'issue de batailles entre adversaires comparables, livrées avec les armes classiques. A Borodino, le 6 septembre 1812, quelque

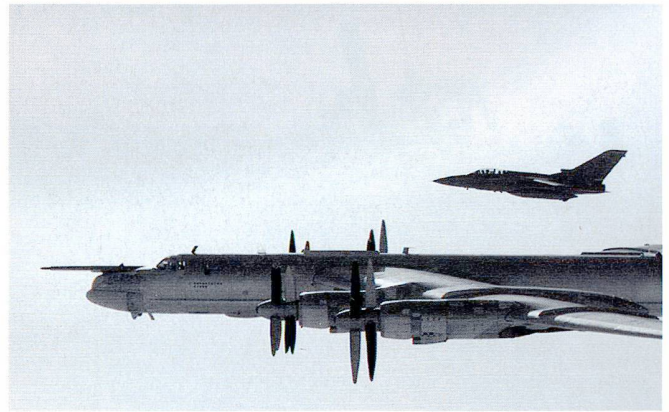
80 000 hommes, sur un total de 120 000 Russes et l'équivalent de soldats de la « Grande armée » tombent ou sont blessés. Mais une campagne de six semaines pour la libération du Koweït début 1991, sous commandement américain, se solde pour les troupes de l'ONU, d'un demi million, par quelque 300 morts... Il y a lieu de rappeler que les deux premières explosions d'armes atomiques – contre des villes japonaises en août 1945 – ont été les dernières jusqu'à ce jour, donc depuis 63 ans, alors que les conflits « classiques » ont entraîné la mort de plus de 20 millions d'individus pour la même période.

...à aujourd'hui

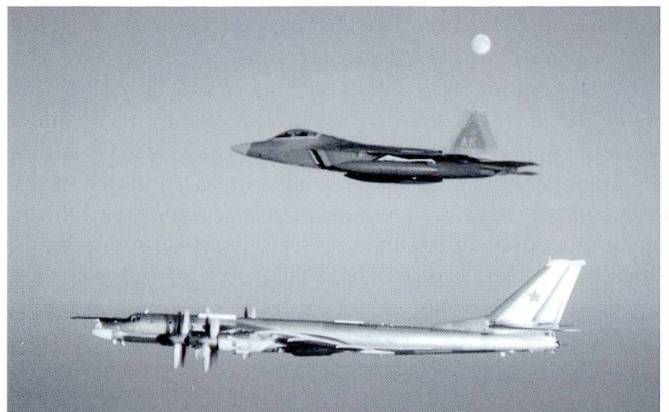
Revenant au point de départ, la situation de la Russie au début des années 1990, il saute aux yeux que des changements sensibles se sont produits dans l'attitude de la Russie en matière de politique étrangère, notamment en ce qui concerne les relations avec des voisins immédiats, ainsi que dans la politique domestique. Le régime paraît consolidé. Ce n'est pas peu si l'on considère la réalité russe d'il y a 14 ans. A cette époque, on pouvait craindre que le pays ne sombre dans un état proche de l'anarchie ce qui aurait pu permettre à des éléments criminels de s'emparer d'armes nucléaires. Aujourd'hui, on sait que les responsables n'ont pas perdu le contrôle malgré des circonstances gravement adverses. On respecte, en principe, la constitution, tout en l'interprétant parfois de façon quelque peu arbitraire, notamment quand il en va de la liberté de parole, d'exprimer des opinions contraires à la politique officielle. Mais cela ne saurait surprendre si l'on se reporte à la situation prévalant au début des années 1990 en Russie. A cette époque, on pouvait porter le jugement suivant : « en d'autres termes, il s'agit de venir en aide quand l'occasion se présente, sans arrière pensée, mais aussi sans illusion. Ce qui veut dire : la Russie doit se réformer par elle-même, par ses propres forces. Et cela indique d'emblée que des méthodes, des institutions qui ont vu le jour en Europe occidentale ne sont pas nécessairement à priori la bonne solution. »

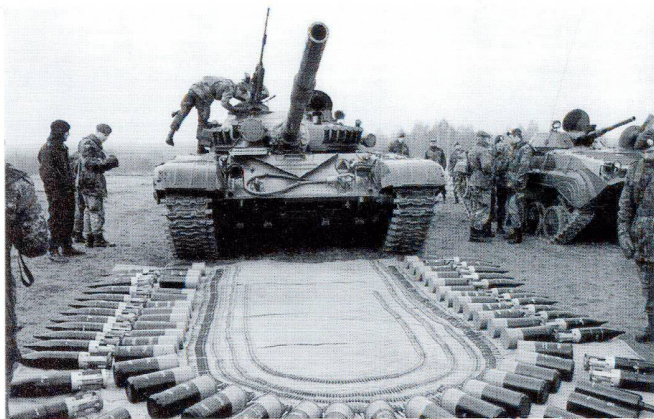
Des systèmes politiques

« Depuis la Seconde Guerre mondiale, on est prisonnier d'une compréhension simpliste des systèmes politiques : on ne reconnaît qu'une forme de gouvernement légitime, la démocratie. Mais on n'est guère exigeant quant à la qualité de ce qu'on entend par le terme de 'démocratie'. Il suffit que des élections aient lieu de temps à autre et on affuble l'Etat en question du titre de 'démocratie'. Ce que l'Antiquité savait semble être tombé dans l'oubli : qu'il y a trois formes de gouvernement – soit le gouvernement d'un seul, de plusieurs ou de tous, systèmes politiques entre lesquels des rapports de types divers existent. Montesquieu distinguait entre despotisme, monarchie et république, cette dernière pouvant être de nature aristocratique ou démocratique. » Le terme de 'République', dont on se sert abusivement notamment en France, entretient le malentendu : a-t-on affaire à la démocratie ou à l'aristocratie ? La Constitution de la Ve République a ouvert la porte à la démocratie au sens exact, par l'institution du 'référéndum', de source



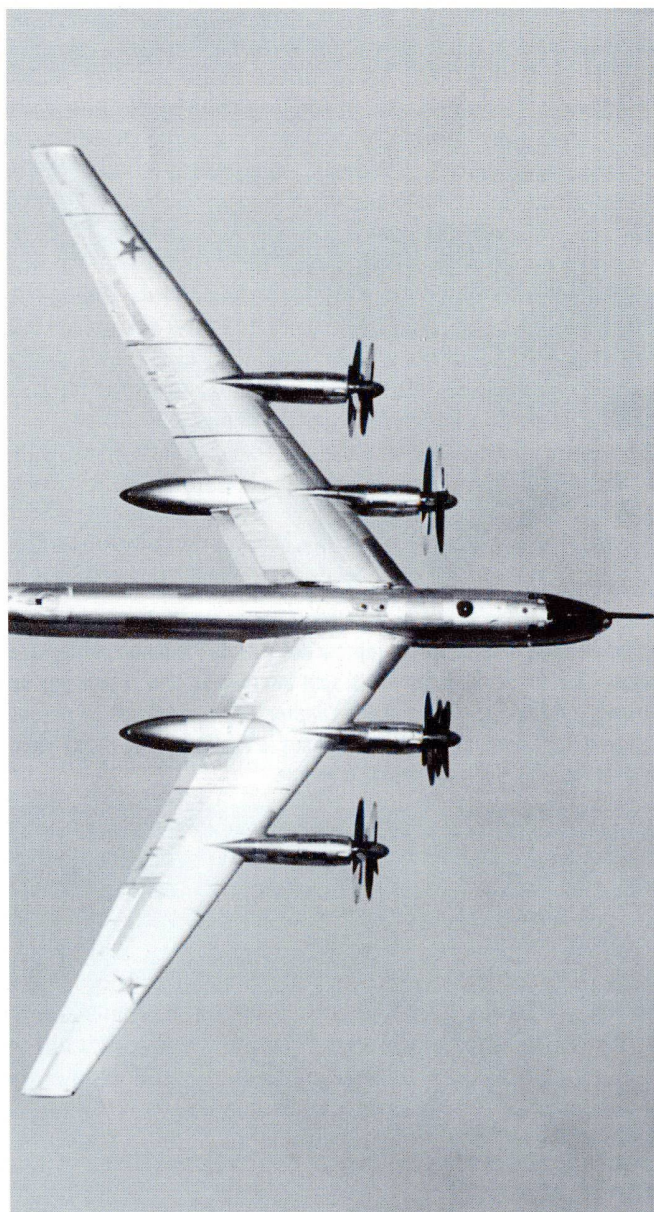
Non, il ne s'agit pas de photos d'archive ! Toutes ces illustrations ont été prises en 2008 et montrent la reprise des vols de l'aviation stratégique russe – ici des Tu-95 Bear H. Ils sont interceptés tour à tour par un Tornado, un Eagle, un Typhoon et un Raptor. Ces vols ont lieu au-dessus de l'Atlantique nord, mais également dans le Pacifique – où l'USAF vient de déployer son chasseur le plus moderne.





Les traités internationaux des années 1990 ont permis un contrôle et une limitation efficace des armements conventionnels. Ici, une formation blindée polonaise est contrôlée par des observateurs de l'OSCE.

effectivement helvétique, 'ad référendum', à soumettre au peuple. Mais la 'classe politique', celle des énarques, craint la décision directe des citoyens sur la loi comme le diable leau bénite ! Preuve en est qu'après de Gaulle on n'a que très rarement eu recours à la votation. Chirac a eu



le courage de soumettre le traité européen à la décision populaire. Maintenant, il n'en est plus question !

« Pour la Russie, cela signifie que les énormes difficultés rencontrées dans des domaines décisifs font apparaître une forme de gouvernement relativement autoritaire comme inévitable, s'il s'agit d'éviter le chaos. » Ces lignes sont parues dans "Strategische Fehlbeurteilung 1990 – kein Ende der Geschichte," in Albert Stahel (éd.), *Armee 95 – Chance für die Milizarmee?*, Zurich, 1994.

L'avertissement de Kissinger en 1994

En 1994 paraissant l'ouvrage de Henry Kissinger *Diplomacy*, une des plus remarquables analyses de la politique des grandes puissances. Elle était aussi vouée à la politique extérieure de la Russie. En vue de la politique de cette puissance après la dissolution de l'URSS, cet ancien ministre des affaires étrangères des Etats-Unis écrivait : « *At this writing, the prospects for democracy in Russia are yet uncertain, nor is it clear that even a democratic Russia will conduct policies conducive to international stability. Throughout its dramatic history, Russia has marched to quite a different drummer from the rest of the Western world. It never had an autonomous church; it missed the reformation; the Enlightenment; then the age of discovery; and modern market economics.* » Il y a 14 ans, le professeur Kissinger soulignait encore : « *Even sincere reformers may see in traditional Russian nationalism a unifying factor to achieve their objectives. And, in Russia, nationalism has historically been missionary and imperial... In Russia, democratization and a restrained foreign policy may not necessarily go hand in hand !* »

Quod erat demonstrandum ! L'émoi causé au sommet de la hiérarchie russe par l'offre faite par les Etats-Unis à deux Etats de l'Europe de l'Est, membres de l'OTAN, de participer au système de défense anti-engins que les Etats-Unis sont en train de mettre en place, destiné à intercepter des attaques de fusées à ogives atomiques de nouvelles puissances jugées dangereuses, confirme l'analyse de Kissinger de façon éclatante. Après tout, Poutine a approuvé l'accord avec les Etats-Unis du 24 mai 2002, depuis ratifié par les deux parlements, lequel prévoit une réduction des effectifs d'armes atomiques stratégiques –ogives et bombes– à 1700/2200 par puissance, en connaissance des plans américains en matière de défense anti-engins. Or, la Russie détient une certaine capacité défense anti-engins depuis les années 1965/66, qui a fait défaut aux Américains après 1974. La suspension du traité entre l'OTAN et l'URSS/Russie de 1990 portant sur la limitation des armes classiques –chars, artillerie, avions de combat– entre l'Atlantique et l'Oural par la Russie équivaut à un acte de chantage, sans parler de la menace de dénoncer le traité de 1987 sur les fusées « eurostratégiques ».¹

D.B.

¹ Col EMG Dominique Brunner, « Gorbatchev, Tchernobyl et la prétendue fin de la rivalité entre les Grands », *RMS* No.11/12, 2000.